

rapport du secrétaire. Vous voyez d'ici cette Chambre de Commerce de la Puissance du Canada, composée d'hommes graves, venus à grands frais des extrémités du pays, délégués d'associations commerciales puissantes, représentant des centaines de millions, aujourd'hui gravement compromis, soit dans le commerce, soit dans l'industrie. Sans doute la question de notre exclusion des marchés du monde fera le sujet d'une savante discussion, et nous saurons enfin à quoi nous en tenir sur tous ces droits injustes, qui frappent si impitoyablement nos produits, à la frontière de tous les peuples civilisés, avec lesquels nous aurions tant d'avantages à entretenir des relations commerciales ?

Pas du tout. Il ne s'est pas trouvé un seul délégué ayant le courage d'affirmer que si notre commerce périclité c'est parce que le peuple Canadien n'a pas le contrôle de ses propres affaires, que ses intérêts commerciaux sont entre les mains de l'Angleterre seule, intéressée avant tout à ce que nous ne lui fassions pas concurrence, sur les marchés étrangers. Et on préférera mener le pays à la banqueroute, nous ruiner de fond en comble, nous chasser du pays par la faim et la misère, plutôt que de porter remède à ce déplorable état de choses ! C'est impossible !

L'Angleterre ne s'opposera pas à notre Indépendance.—La guerre de l'Indépendance des États-Unis a été une des grandes fautes politiques de l'Angleterre et tous ses hommes d'État sont unanimes dans leur détermination de ne pas la répéter. Au moment où Son Excellence le Gouverneur Général partait pour se rendre au Canada, la presse de Londres, après avoir constaté la position difficile qu'il assumait, le caractère de gravité de la crise commerciale, industrielle et politique dont nous souffrons, n'a eu qu'une voix pour résumer la situation, par ce vœu rempli de sage prévoyance.

“ Et surtout ne commettons plus la grave faute
 “ dont nous nous sommes rendus coupables vis-à-vis
 “ des colonies de la Nouvelle Angleterre. Que la